

REGLEMENT INTERIEUR MAISON DES PONTS 42 RUE BOISSIERE PARIS 16

Préambule :

La maison des Ponts est propriété de l'association Ponts Alumni qui y a établi son siège social. La maison des Ponts héberge également des associations liées à l'école des Ponts et/ou au milieu de la construction. Ces associations sont :

- L'UNICEF
- L'AFGC
- L'AFTES
- L'AFPS

Chacune de ses associations a pour vocation d'organiser des réunions ou réceptions destinées à ses adhérents et a besoin pour ce faire de disposer de salles appropriées.

Maison des Ponts dispose au rdc et au premier étage des salles de réunion suivantes :

Rdc : 3 salles 30 m², 25 m² (bar), 25 m² (salle de projection) + cuisine

Premier étage : 25 m² (jardin d'hiver) et la grande salle de 75 m².

La maison des Ponts accepte de mettre gracieusement à disposition de ses locataires ci-dessus désignés l'accès aux salles de réunion et à la cuisine, pour autant que soient respectées les règles ci-dessous énumérées.

L'objet du présent règlement est d'établir un système de réservation des salles ainsi que de définir un code de bonne conduite dans l'utilisation des salles.

EV

6r

Résolutions :

Article 1 :

La personne responsable du respect du règlement et de la réservation des salles est le délégué général de Ponts Alumni.

Article 2 :

Chaque utilisateur de salle, dûment autorisé selon la procédure décrite à l'article 4, devra respecter scrupuleusement les horaires prévus et à l'issue de la réunion laisser la salle dans un état de propreté satisfaisant, à savoir tous les papier ou détritux divers mis dans les poubelles, tables nettoyées, sol balayé. En particulier dans la cuisine, la vaisselle devra être lavée et rangée et les meubles nettoyés.

L'accès de la cuisine sera autorisé pendant les heures de travail aux salariés des associations, sous réserve qu'elles respectent les consignes d'utilisation des appareils de cuisine et les consignes de propreté.

L'accès à la cuisine n'est pas autorisé pour les participants aux diverses réunions sauf autorisation spécifique.

Article 3 :

La mise à disposition des salles est gratuite pendant les heures de bureau (9h à 18h). En dehors de ces horaires, il sera facturé les éventuels coûts de gardiennage et de nettoyage spécifique si nécessaire.

Deux machines à café sont à la disposition des personnes en réunion : chaque organisateur de réunion devra assurer l'approvisionnement en eau et en capsules de café.

Article 4 :

Le délégué général de Ponts Alumni mettra à disposition des responsables des associations un agenda électronique qu'ils devront mettre à jour en fonction de leurs demandes d'occupation de salles pour le trimestre glissant ainsi, le cas

EV

CW

échéant, leurs prévisions des réunions dites « Importantes » (conseils d'administration ou assemblées générales) programmées à plus grande échéance. Toute nouvelle demande devra être validée par le délégué général de Ponts Alumni avant d'être prise en compte dans l'agenda partagé.

Un responsable de l'association devra être désigné pour chaque réunion. Il est précisé que ce responsable devra assurer l'accueil des participants (et notamment l'ouverture de la porte).

Une réunion de coordination sera organisée chaque premier lundi de trimestre par le délégué général de Ponts Alumni. En cas de conflit entre deux demandes, le délégué général arbitrera, étant entendu que Ponts Alumni disposera d'une priorité sauf pour les réunions dites Importantes, à condition toutefois qu'elles aient été programmées au moins un mois à l'avance.

Les réunions ainsi programmées et validées par le délégué général de Ponts Alumni ne pourront plus être déprogrammées sans l'accord de l'association qui les a réservées.

Article 5 :

Les associations s'engagent à signaler de bonne foi au délégué de Ponts Alumni tout dommage qui pourrait être causé par leur utilisation des salles de réunion ou des parties communes et à prendre en charge (financièrement la réparation de ces dommages.

En cas de non-respect répété du règlement par une des associations locataires, le délégué général de Ponts Alumni pourra interdire temporairement l'accès aux salles de réunion de l'association fautive.

